

Centre de santé et de services sociaux
Jeanne-Mance



Centre affilié universitaire

UNE SIMPLE HISTOIRE DU TERRITOIRE DE SAINT-LOUIS ET MILE-END

DES QUARTIERS EN CONSTANTE ÉVOLUTION

PAR JEAN-MARC SÉGUIN
ORGANISATEUR COMMUNAUTAIRE
CLSC SAINT-LOUIS-DU-PARC

MAI 1998



UNE HISTOIRE EN RELATION AVEC LE CENTRE-VILLE DE MONTRÉAL.

Les territoires de Saint-Louis-du-Parc et du Mile-End ont pris naissance il y a environ 200 ans, alors que Montréal était une petite ville de quelques milliers d'habitants, axée prioritairement sur le commerce des fourrures que la Compagnie du Nord-Ouest allait chercher jusque dans l'Ouest canadien. Il fallait traiter les fourrures à l'extérieur de la ville, près d'un ruisseau, pour les besoins en eau que cela requérait.

Une de ces tanneries, à l'origine du quartier, était située près d'un ruisseau venant de la montagne, à l'endroit où se rencontrent aujourd'hui l'avenue du Mont-Royal et la rue Henri-Julien. De là montait le chemin de la Tannerie en serpentant vers le nord (cf. confluence des rues Gilford, St-Denis et Berri), chemin bordé de maisons de village dont on retrouve encore quelques spécimens près du métro Laurier et de la rue Boucher.

C'est également en fonction des besoins de la ville centrale de l'époque, le Vieux-Montréal actuel, que se développe l'autre lieu de production industrielle à l'origine de l'histoire du quartier. En bonne partie pour répondre aux besoins de l'immense chantier de construction que constituait l'érection vers 1824-1829 de l'église Notre-Dame, des carrières de pierre de taille furent développées où se trouvent aujourd'hui le Carmel et le parc Laurier, de chaque côté du chemin des Carrières qui était le prolongement vers le nord-est du chemin de la Tannerie.

Pendant tout le 19^e siècle, c'est de là que seront tirées les pierres servant aux bâtisses du Vieux-Montréal, amenant jusqu'à limite nord-est du territoire actuel, le développement d'un noyau de village.

DU TEMPS OÙ LE TERRITOIRE ÉTAIT SURTOUT UNE BANLIEUE.

A partir des années 1830-1840, à l'époque de la révolte des Patriotes et de la création d'un Canada-Uni regroupant Haut-Canada et Bas-Canada, du fort développement du port de Montréal et de l'arrivée des irlandais de la famine de la pomme de terre, Montréal se développe rapidement. L'espace de la ville devenant progressivement tout bâti, des gens regardent alors au nord - dans le territoire - pour y demeurer à moindre coût.

Avec le chemin Saint-Laurent qui joint la ville de Montréal au village de St-Laurent, on a une voie d'accès près de laquelle des entrepreneurs organisent un premier développement en série dans le secteur Rachel et Marie-Anne, avec les rues Coloniale, De Bullion et Hôtel-de-Ville.

Ces entrepreneurs prennent alors l'initiative d'incorporer un village, Saint-Jean-Baptiste, couvrant les rues Duluth à Mont-Royal et de la montagne au chemin Papineau à l'est (n.b.: la rue Duluth est alors la limite nord de la ville de Montréal). Avec l'inauguration des premiers tramways tirés par des chevaux, au début des années 1860, le village devient une banlieue de Montréal, où viennent s'établir des employés.

Dans les années 1860 et 1870, ce quartier-banlieue de Montréal organise l'arrivée en ville des canadiens-français de la campagne. Dans Saint-Jean-Baptiste cela se fait autour de l'église, avec les institutions religieuses et sociales qui y sont liées : écoles, hospice, organismes d'entraide (St-Vincent-de-Paul), etc. Tandis qu'au niveau économique et commercial, cela se fait autour d'un important marché situé coin Rachel et Saint-Laurent, où les fermiers du nord de l'île viennent vendre leurs produits. Ce marché est entouré d'un bureau de postes et d'hôtels situés aux limites du village, au coin de l'avenue du Mont-Royal, où il y a une barrière à péage pour avoir le droit d'emprunter le chemin Saint-Laurent vers le nord.

Il y aura le même mode d'organisation plus au nord, dans Saint-Enfant-Jésus, près de Saint-Laurent et Laurier. Mais là, ce sera davantage à partir d'une logique de « lointaine banlieue » de Montréal, du moins dans les yeux de l'époque. Dans ce cas-ci il n'y a pas que l'attrait vers le sud, vers la ville, il y a également, au nord, le fameux chemin de fer.

Il s'agit du chemin de fer Montréal-Saint-Jérôme construit en 1876, avec la gare du Mile-End qui s'installera près Saint-Laurent et Bernard, autour de laquelle s'installeront de nombreuses usines. C'est de cette époque que date la fonction industrielle qu'on retrouve encore dans tout le secteur nord-est de Fairmount et Saint-Laurent.



Historiquement, le territoire s'est donc constitué en partie à partir de deux entités situées en dehors des limites de la ville de Montréal, soit Saint-Jean-Baptiste et le Mile-End. Dans ces banlieues d'ouvriers et de petits employés, les règles de zonage et d'aménagement du territoire étaient moins sévères que celles qui existaient dans la ville de Montréal, alors dirigée par des représentants de l'aristocratie commerciale, industrielle et politique.

DES LIMITES FLOUES À L'EST DU TERRITOIRE.

Au départ, une troisième partie du territoire s'est développée à l'intérieur même des limites de Montréal. C'est le secteur Saint-Louis-de-France, au sud de la rue Duluth. Secteur qui s'est constitué en relation avec l'Hôpital Hôtel-Dieu (1860) et l'Institut des Sourdes-Muettes (1864 - actuels bâtiments de l'Agence de la santé et des services sociaux), situés à chaque bout de l'avenue des Pins. Ce qui amena, entre autres, de nombreux professionnels canadiens-français à s'installer dans des résidences cossues du Carré St-Louis, aménagés en 1876, en faisant le petit Outremont du temps.

Il est à noter que par rapport à l'ensemble de ce qu'on appelle maintenant le Grand Plateau, c'est dans le secteur près de la rue Saint-Laurent que le développement a d'abord eu lieu. Le Plateau voisin se développera essentiellement dans les années 1920.

Par rapport à la question bien actuelle d'un territoire « naturel » de référence pour une action communautaire concertée - un Saint-Louis-du-Parc autonome ou au sein d'un Grand Plateau - il y a ici un double point que l'histoire nous permet d'entrevoir. D'une part même si Saint-Louis-du-Parc est lui-même constitué de morceaux qui se sont développés indépendamment les uns des autres et avec des décalages dans le temps, le développement du territoire était terminé en 1910, alors que de larges morceaux du Plateau étaient encore à l'état de projet.

Dès l'origine, les limites des paroisses Saint-Jean-Baptiste et Saint-Louis-de-France vont largement au-delà de la rue Saint-Denis vers l'est. Ce qui fera qu'il n'y aura pas de limite naturelle établie à la rue St-Denis. Ce qui plus tard posera toujours problème, quand, au CLSC, il faudra expliquer aux gens qui nous appellent, qu'au-delà de Saint-Denis ils ne sont pas de chez nous. Même problème avec les nombreux organismes situés à une ou deux rues de chaque côté de Saint-Denis, pour les intéresser à une intervention de quartier spécifiquement Saint-Louis-du-Parc.

QUAND LE TERRITOIRE ÉTAIT FRANCOPHONE, ET MONTRÉAL ANGLOPHONE.

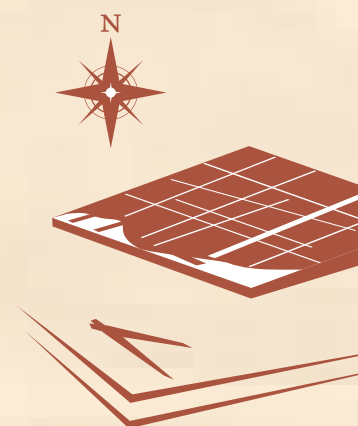
Pendant toute la période 1830-1870, Montréal est majoritairement anglophone, dû pour une bonne part aux nombreux immigrants irlandais de la famine de la pomme de terre qui avaient été accueillis dans les années trente. Le territoire constitue alors un bastion francophone. C'est le cas pour Saint-Louis-de-France qui fait alors partie de Montréal, et pour les deux villages qui font partie de la banlieue: Saint-Jean-Baptiste et Saint-Louis-du-Mile-End.

Ces deux villages de banlieue seront intégrés plus tard à la ville de Montréal; Saint-Jean-Baptiste en 1885 et Saint-Louis-du-Mile-End en 1910, dans une stratégie de politiciens francophones pour renforcer la majorité francophone qui s'établit progressivement à Montréal à partir des années 1870.

Il s'agit là d'un mouvement plus large, où entre 1883 et 1918, vingt-trois municipalités en grande majorité francophones (Saint-Henri, Hochelaga, Maisonneuve, etc.) sont annexées à la ville de Montréal. Combinées à l'exode rural, ces annexions renforçant la majorité française de Montréal permettaient aux maires de ces petites villes de se bâtir un avenir politique à Montréal. C'est le cas du maire Villeneuve de St-Louis-du-Mile-End, qui devait donner son nom à la rue Villeneuve, justement.

LES ANNÉES 1910, UN SOMMET POUR LE QUARTIER.

Pendant les 25 années qui séparent l'intégration de Saint-Jean-Baptiste et de Saint-Louis-du-Mile-End à Montréal, un groupe important d'Irlandais s'installe dans le quartier. C'est l'époque de la fondation de la paroisse St. Michael, en 1902, dont la grande église de style byzantin est toujours située coin Saint-Viateur et Saint-Urbain. C'était, à cette époque, la deuxième paroisse catholique anglophone en importance dans la région de Montréal.

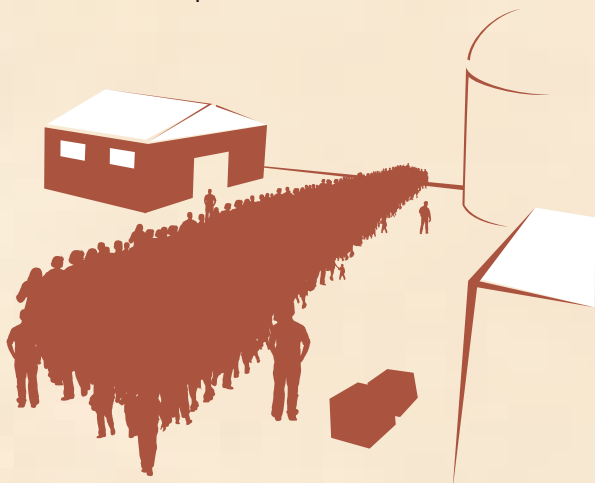


L'église anglicane, qui a été transformée au cours des dernières années en bibliothèque du Mile-End, témoigne également du passé anglophone de la partie ouest du territoire, qui devait faire passer dans l'imaginaire montréalais que la rue Saint-Laurent constitue la ligne de division anglais-français à Montréal.

Ce tournant du siècle, qui voyait l'arrivée des anglophones dans le quartier, est la période où le territoire passe de trois paroisses-villages vaguement liées entre elles, à un quartier densément peuplé de Montréal. Saint-Jean-Baptiste passe de moins de 6 000 personnes en 1881, à 15 000 en 1891, puis à 34 500 en 1911. Saint-Louis progresse encore plus, de 750 en 1881, à 3 500 en 1891, 11 000 en 1901 et 37 000 en 1911, au moment de son intégration à Montréal.

En considérant qu'une partie de Saint-Jean-Baptiste est en dehors du territoire, mais qu'une partie de Saint-Louis-de-France en fait partie, c'est plus de 70 000 personnes qui vivent dans le Saint-Louis et Mile-End du temps, par rapport à un peu moins d'un demi-million de personnes pour la ville, et un peu plus d'un demi-million pour l'ensemble de la région de Montréal à cette époque. Pour que le territoire ait aujourd'hui le même poids relatif par rapport à la région de Montréal de 3 000 000 d'habitants, il faudrait qu'y vivent plus de 400 000 personnes, soit onze fois la population actuelle.

Le Montréal de 1910 est la métropole incontestée du Canada, Toronto étant alors encore loin derrière. Dans ce Montréal de 1910, le territoire St-Louis-de-France/St-Jean-Baptiste/St-Louis-du-Mile-End constitue une part appréciable. Ce qui fait que le territoire témoigne de cet âge d'or de Montréal, d'autant plus qu'une proportion importante des édifices y a survécu, par rapport au bas de la ville où édifices et maisons de l'époque y ont été démolis en plus grand nombre pour faire place à des bureaux, des autoroutes et des espaces de stationnement.



ANNEXION À UN MONTRÉAL DE LA DÉROUTE DES RÉFORMISTES.

Le tournant du siècle à Montréal marqua une période de luttes politiques, qui impliquaient les réformistes, surtout anglophones. Lesquels, face à un Montréal qui avait alors le plus haut taux de mortalité des grandes villes d'Amérique du Nord, avaient mis de l'avant un concept : l'hygiénisme.

Avec un taux de mortalité qui était alors de 35,5 pour 1 000 dans la partie Saint-Jean-Baptiste du territoire, par rapport à 13 pour 1 000 dans le secteur alors bourgeois de St-Antoine, sur le flanc du Mont-Royal, on ne peut douter que des mesures spéciales étaient nécessaires.

Mais était-ce celles des hygiénistes-réformistes, qui entendaient promouvoir la qualité de l'eau et la vaccination, mais aussi la purification morale de l'urbain en s'attaquant à l'alcoolisme et à la prostitution? Pratiques louables, mais qui correspondaient peut-être trop bien aux intérêts de promotion sociale et professionnelle des médecins qui étaient pour travailler dans les bureaux d'hygiène publique, ainsi que des tenants d'un discours nouveau, le «Social Gospel», stratégie de reconversion d'églises en une nouvelle profession, le service social.

Face à ce groupe des hygiénistes-réformistes qui avaient une éthique dite «public regarding», et qui mirent sur pied des mesures d'hygiène et des cliniques de santé, ainsi que les institutions communautaires du temps, comme University Settlement et le YMCA, le groupe des populistes qui leur était opposé était vu comme ne faisant que la promotion des intérêts privés: d'abord des emplois pour les gens des classes populaires qui constituaient sa clientèle électorale, parmi lesquels en priorité, cela va de soi, les amis des chefs et organisateurs populistes.

Avec également, de la part de ces populistes, un discours qui dénonçait les compagnies d'électricité et de tramway qui détenaient alors le monopole de dispensation de ces services à caractère public. Monopole qui assurait de forts profits à ses actionnaires, dont faisaient partie plusieurs leaders des réformistes, assez curieusement.

Ces populistes furent des politiciens francophones comme Préfontaine et Médéric Martin, lequel, par sa victoire de 1914, assura la mainmise à toute fin pratique définitive de leur groupe sur le pouvoir de l'Hôtel-de-Ville de Montréal.

LES NOUVELLES BANLIEUES RICHES, ET OUTREMONT!

En réaction à cette défaite perçue comme définitive des réformistes, un deuxième type de banlieue apparut vers 1900 avec le «repli» des Britanniques à l'extérieur des limites de Montréal. Reproduisant ainsi un phénomène qui s'était produit aux États-Unis à la fin XIX^e siècle, quand des villes huppées s'étaient développées en périphérie des grands centres à la suite de l'essaimage de riches anglo-protestants qui cherchaient à échapper à un environnement industriel polluant et au contrôle grandissant des immigrants sur les partis politiques des grandes villes.

A Montréal, les riches anglo-montréalais s'établissent dans des municipalités autonomes à l'ouest de la ville, l'avènement du tramway électrique et du téléphone dans les années 1890 venant faciliter ce mouvement. Ce qui fit qu'entre 1881 et 1931, la part des anglo-montréalais habitant en banlieue passa de 13,8 % à 32,4 %.

Mouvement, pour ce qui nous concerne plus spécifiquement, qui devait amener Outremont, situé juste à l'ouest du territoire, à se consolider en une de ces nouvelles banlieues bourgeoises; dans ce cas-ci, en tant que banlieue bourgeoise majoritairement francophone.

Avec des conséquences qui se font ressentir encore aujourd'hui, comme dans la lutte actuelle pour déterminer la localisation du poste et la détermination des limites du territoire de la nouvelle police de quartier. Fascinant Outremont qui devait entraîner également le déménagement en ses lieux, progressivement, de l'élite francophone qui avait habité la paroisse Saint-Louis-de-France à la fin du siècle passé.

LE RETARD DE L'IMMIGRATION NON-BRITANNIQUE.

En 1901, Montréal est encore presque exclusivement composée des « deux peuples fondateurs », avec seulement 4,5 % de sa population d'origine « autre ». À cette date, c'est plus des deux-tiers de la population des villes de New York, Chicago et Cleveland qui était constituée d'immigrants.

Ce ne sera qu'avec l'arrivée, entre 1900 et 1925, de près de 30 000 personnes d'origine juive est-européenne, que le visage de Montréal va commencer à se transformer. Il y avait bien une petite communauté juive qui était arrivée suite à la conquête britannique, petite communauté aux pratiques religieuses bien discrètes, comme c'était le fait des juifs, en bonne partie acculturés aux populations des grandes villes d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord.

UN «SHTETL» DANS LE QUARTIER.

Avec la nouvelle population qui arrivait en grand nombre suite à la défaite de la Révolution russe de 1905, c'était bien différent. Il s'agissait de juifs qui vivaient dans la vaste partie à l'ouest de la Russie, où le tsar les obligeait à demeurer confinés. Des juifs qui habitaient dans le monde du «shtetl», petites villes où ils étaient souvent la majorité, où ils vivaient comme artisans desservant les campagnes environnantes. Quand ils arriveront à Montréal, ils pourront tabler sur cette expérience qu'ils ont déjà de la vie en ville, contrairement aux autres immigrants, canadiens-français inclus, qui venaient tous de la campagne.

En arrivant à Montréal, les immigrants juifs s'installent d'abord dans le bas de la ville, près de Craig et Saint-Laurent. Ce n'est que dans une deuxième étape qu'ils monteront la côte, toujours le long de la « Main » - la rue Saint-Laurent - pour venir occuper massivement, à partir des années 1920, le territoire qui deviendra celui du CLSC Saint-Louis-du-Parc. En ce début de siècle il y avait également d'autres groupes ethniques, comme les italiens, dans le territoire près de Clark et Saint-Viateur, mais surtout plus au nord près de Saint-Laurent et Jean-Talon.

Aussi, on retrouve des gens de la communauté chinoise dans le bas de la ville, avec un petit groupe près de la gare du Mile-End. Mais, le premier groupe en importance qui va se démarquer des francophones et anglophones, dans l'histoire de Montréal, c'est la communauté juive qui demeurera en très grand nombre dans le quartier pendant plus de trente ans, et qui en marquera l'histoire.

Sur le vaste territoire de l'ouest de la Russie, il y avait une grande variété d'origines : biélorusse, polonaise, roumaine, lituanienne, possédant avec une langue commune, même si elle avait des variantes dialectales, le yiddish. Et une référence commune à l'école de Vilnius en Lituanie, la Jérusalem du Nord,

où le travail d'interprétation du Talmud avait développé une grande capacité d'analyse. La laïcisation de cette méthode d'analyse, conjuguée à l'oppression tsariste, devait susciter l'éclatement de pensées radicales : tant anarchiste que socialiste ou travailliste-sioniste.

Tout ce bourgeonnement se vivra à Montréal, qui sera le départ d'un syndicalisme radical dans le secteur du vêtement ainsi que de grandes luttes de tendance au sein de la communauté juive de Montréal, avant que le sionisme n'arrive à en rallier une majorité. C'est dans le quartier que ce mouvement verra le jour, Ben Gourion y venant, entre autres, comme invité à un congrès, bien avant que l'État d'Israël ne voie le jour.

Une particularité de la vie dans le quartier à cette époque était d'être près de son lieu de travail, essentiellement les usines de vêtement et les petits commerces. Cette tradition devait se prolonger plus tard avec les femmes des communautés grecque et portugaise, qui devaient travailler dans les usines de vêtement près de leur maison. Et sous une nouvelle forme maintenant, avec les nombreux travailleurs autonomes qui travaillent à contrat à partir de leur maison, ou les artistes dans des locaux d'anciennes manufactures recyclées.

COHABITATION AVEC LES FRANCOPHONES, MAIS ANGLICISATION.

La communauté juive devait créer tout un réseau d'institutions - synagogues, bibliothèque, garderie, YMHA - qui sous d'autres étiquettes hébergent des institutions d'aujourd'hui : le Collège français, l'Hirondelle, la Maison d'Amitié. Également tout un réseau de petits magasins qui devaient faciliter l'établissement des communautés immigrantes dans le quartier. Le territoire qui a eu et a encore des allures de zone libre, de zone à part dans la grande division entre Montréal anglophone et francophone, le Montréal des drapeaux rouges et celui des drapeaux bleus à l'occasion des référendums.

Pour les canadiens-français de l'époque, la possibilité d'y vivre davantage dans l'anonymat par rapport à une certaine conception alors unanimiste de la religion catholique.

Les canadiens-français et les juifs du quartier cohabitaient sans tension, sans que la rencontre ne se fasse sur la base de la langue française.

En partie et surtout parce que le Montréal d'alors est dans toute son économie un Montréal anglais, et que les populations juives arrivaient dans l'idée d'être dans un Montréal anglais, ville d'un Empire britannique libéral qui leur avait assuré protection en Russie, et les aiderait à avoir leur État en Palestine.



Et en partie aussi du fait de l'anti-sémitisme d'une minorité de l'élite canadienne-française de l'époque (mais il y avait aussi de l'anti-sémitisme chez une partie de l'élite anglophone), pour qui il aurait été impensable d'ouvrir l'école française à ces nouveaux arrivants. Avec pour résultat l'anglicisation massive des juifs yiddishophones. À leur suite, les communautés italienne et grecque ont suivi leur modèle d'acculturation linguistique.

LA GRANDE CRISE ET LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE.

Il semblerait que, coïncidant avec le développement de nouveaux secteurs anglophones comme Verdun et Notre-Dame-de-Grâces dans les années vingt, une partie de la population anglophone du territoire quitte pour aller s'y établir. Également dans les années vingt, le même phénomène de déplacement de population a pu amener une partie des francophones à aller vers les nouveaux secteurs du Plateau-Mont-Royal, de Rosemont, de Villeray ou d'Outremont.

Ce sont de tels mouvements de population qui amènent la décision de relocaliser l'église Saint-Louis-de-France, incendiée en 1933, de son emplacement coin Laval, vers la rue Saint-Hubert à l'est, en terre plus francophone. Décision qui, étant donné les coûts qu'elle entraînait, fut par ailleurs très contestée en cette époque de crise économique. Décision qui laissa aussi un goût un peu amer dans la mémoire collective : n'aurait-on pas alors choisi de relocaliser l'église afin qu'elle soit dans un secteur plus bourgeois de la paroisse? Cela n'aurait-il pas été également la manifestation d'un malaise à côtoyer des nouvelles populations d'une autre religion?

Les difficiles années de la crise économique et de la Deuxième Guerre donnent une autre teinte à l'histoire du territoire. Plus question de faire état d'augmentation de la population, tout étant bâti. Beaucoup moins de déplacement de population également, la crise et la Guerre ayant tari l'entrée de nouveaux immigrants au pays, et les immigrants de la campagne québécoise n'osant plus eux-mêmes prendre le risque d'aller dans la grande ville en mal d'emplois.

Du temps de la Crise, il pourrait être intéressant de savoir comment était organisé le volet secours direct de l'aide aux chômeurs et indigents, qui était prodigué par les organismes de charité de l'époque. Comme d'être mieux informés sur les travaux publics qui étaient organisés par la Ville, qui menèrent à la construction, entre autres, de la Clinique Laurier (où des infirmières actuellement à l'emploi du CLSC ont travaillé) et de la Cour juvénile (l'École nationale de théâtre).

LES ANNÉES CINQUANTE, ET APRÈS...

Dans les années cinquante, c'est la grande émigration de la population juive du territoire - à l'exception des hassidim, qui eux s'y installent - et leur remplacement progressif par les grecs puis les portugais.

À coup sûr, dans les années 60, les populations du territoire sont dorénavant considérées comme populations-cibles privilégiées dans les opérations dites d'intervention sociale. C'est également l'époque où il y a eu un mouvement de prêtres ouvriers dans les paroisses catholiques francophones du territoire. Les paroisses qui voyaient une progressive désaffectation de leur fréquentation, dont témoigne à cette époque la démolition de l'église Saint-Georges, coin Bernard et Saint-Urbain, démolition immortalisée par un documentaire de l'ONF.

Les années 70, amènent l'émergence des groupes communautaires, qui devaient indirectement mener à la création du CLSC Saint-Louis-du-Parc.

Une simple histoire du territoire de St-Louis et Mile-End a été écrit en 1998 par Jean-Marc Séguin. Né et élevé dans le Plateau Mont-Royal, historien de formation, il travaille comme organisateur communautaire depuis les tout premiers débuts du CLSC Saint-Louis-du-Parc, en 1974.

Merci à l'auteur de partager sa connaissance du territoire en nous permettant de publier son texte aujourd'hui.

Bonne lecture!